



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau
CS 20105
71321 Chalon-sur-saone Cedex

Chalon Sur Saône, le 12/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

THIVENT

Les Mocquets
71800 La Chapelle-sous-Dun

Références : AC/MV/2024/C_103
Code AIOT : 0024600002

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2024 dans l'établissement THIVENT implanté Les Fouillouses 71170 Saint-Igny-de-Roche. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite d'inspection de récolement de prescriptions complémentaires.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THIVENT
- Les Fouillouses 71170 Saint-Igny-de-Roche
- Code AIOT : 0024600002
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière de roche massive exploitée par la société THIVENT par arrêté préfectoral d'autorisation du 18 juillet 2008 pour 15 ans. L'arrêté préfectoral complémentaire du 20 mars 2023 autorise une prolongation de durée de la carrière de 10 ans en raison d'une sous exploitation du gisement.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Garanties financières	AP Complémentaire du 20/03/2023, article 2.4	Demande d'action corrective	2 mois
9	Auto surveillance des vibrations	Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 9.2.3	Demande d'action corrective	2 mois
10	Auto surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 9.2.2	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Installation classée autorisée	AP Complémentaire du 20/03/2023, article 2.1	Sans objet
2	Capacité de production	AP Complémentaire du 20/03/2023, article 2.3	Sans objet
4	Plan de phasage	AP Complémentaire du 20/03/2023, article 2.5	Sans objet
5	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 2.4	Sans objet
6	Rejets aqueux dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 4.3.1	Sans objet
7	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 6.3.1	Sans objet
8	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 6.3.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière de Saint-Igny-de-Roche est peu exploitée et seulement par campagnes en fonction des

besoins locaux.

Sur les thématiques contrôlées, l'inspection relève principalement l'absence de mesures périodiques des niveaux de bruit émis par l'installation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installation classée autorisée

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/03/2023, article 2.1			
Thème(s) : Risques chroniques, Installations classées autorisée			
Prescription contrôlée : Le classement de l'installation du site indiquée à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 08-03433 du 18 juillet 2008 est modifié de la façon suivante :			
Désignation des installations en fonction des critères de la nomenclature ICPE	Rubriques concernées de la nomenclature ICPE	Seuil de classement (A, E, DC, D)	Caractéristiques de l'installation / capacité maximale du site
Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6	2510.1	Autorisation	Production annuelle moyenne de 40 000 tonnes et maximale de 50 000 tonnes
Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2	2515.1.a	Enregistrement	P u i s s a n c e d e l'installation de traitement : 450 kW
L'exploitant devra pouvoir justifier à tout moment du respect des caractéristiques et du niveau			

d'activité des installations indiquées dans le tableau ci-dessus.
Les justificatifs seront tenus à disposition de l'inspection de l'environnement.
Constats : Les quantités extraites depuis 2022 sont faibles et inférieures à 10000 tonnes par an. L'exploitant prévoit une production plus importante en 2024 qui devrait atteindre le niveau moyen autorisé. Une installation de traitement est présente sur la carrière pouvant atteindre une puissance cumulée de 450 kW.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Capacité de production

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/03/2023, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Capacité de production
Prescription contrôlée : <u>Les dispositions de l'article 1.4.2 de l'arrêté préfectoral n°08-03433 du 18 juillet 2008 sont remplacées par les dispositions suivantes :</u> Le tonnage total de matériaux à extraire est de 700 000 tonnes (à compter de la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 18 juillet 2008). La production brute maximale annuelle de matériaux extraits est de 50 000 tonnes (hors quantité de stériles produits qui sont utilisés pour le réaménagement du site).
Constats : Le tonnage total de matériaux extrait est d'environ 360 000 tonnes, depuis la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 18 juillet 2008. Les quantités annuelles sont inférieures à 40 000 tonnes pour les années 2021, 2022 et 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/03/2023, article 2.4
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : <u>Les dispositions de l'article 1.6.2 de l'arrêté préfectoral n° 08-03433 du 18 juillet 2008 sont modifiées par les dispositions suivantes :</u> La durée de l'autorisation comporte 10 années supplémentaires. Le montant des garanties financières est fixé comme suit :

Phases	Montant pour la phase - en euros (€)
4 : 2023 à 2028	114 750*
5 : 2028 à 2033	72 237*

* Indice TP01 de 128,4 (sept 2022)

Constats :

Non conformité : L'acte de cautionnement en cours est valide jusqu'au 18/07/2028 pour un montant de 114 393 euros.Ce qui est inférieur au montant prescrit (de très peu toutefois).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifiera le montant de l'acte de cautionnement au regard du montant prescrit dans l'arrêté, ou modifiera l'acte de cautionnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Plan de phasage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/03/2023, article 2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de phasage

Prescription contrôlée :

Les dispositions de l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral n° 08-03433 du 18 juillet 2008 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'exploitation se déroule suivant les plans annexés au présent arrêté en 2 phases principales successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier et conformément au tableau suivant :

Phase	Date prévisible de début de la phase	Surface en exploitation (m2)	Volume à extraire (tonnes)
4	2023	6000	200000
5	2028	4900	165000

<p>Constats :</p> <p>L'exploitation se situe dans la phase 4 correspondant à la fin d'extraction de la partie nord de la surface exploitable autorisée, de 6000 m2. La quantité de matériaux à extraire dans cette zone est de l'ordre de 198000 tonnes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Plan d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un plan à l'échelle adéquate de la carrière. Sur ce plan doivent être reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploiter ainsi que les abords dans un rayon de 50 m, • les positions des fronts, • les cotes d'altitude des points significatifs, • les zones remises en état, • les installations fixes de toute nature (bascules, locaux, installations de traitement,...), • les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte, • les bornes. <p>Ce plan, mis à jour annuellement, doit être transmis tous les 5 ans à l'inspecteur des installations classées à chaque renouvellement ou actualisation des garanties financières.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier plan d'exploitation a été relevé le 30/03/2024 à l'échelle 1/300. Le plan a été complété à la main levée par l'exploitant le jour de l'inspection (notamment report de l'installation de traitement)..</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les installations de traitement des matériaux, le bassin de récupération des eaux de ruissellement, l'unité de traitement des eaux de ruissellement susceptible d'être polluées et les stocks de diverses natures doivent être reportés sur les prochains plans annuels d'exploitation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Rejets aqueux dans le milieu naturel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 4.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission</p>

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux dans le milieu récepteur, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

Paramètres et Concentrations maximale (mg/l) :

- MES < 35
- DCO < 125
- HCT < 5

L'analyse est faite selon les normes en vigueur.

Ces eaux doivent par ailleurs avoir un pH compris entre 5,5 et 8,5 et une température inférieure à 30°C.

Constats :

La dernière analyse des eaux du site rejetées dans le milieu naturel (fossé en bord de route départementale) a été réalisée le 25/10/2023 (prélèvement par l'exploitant en sortie de bassin de collecte, analyses EUROFINs).

Les résultats sont conformes aux valeurs limites prescrites.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 6.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Cas général

Prescription contrôlée :

Les tirs ont lieu uniquement les jours ouvrés (samedis, dimanches et jours fériés exclus) et à heure fixe. Avant chaque tir, l'exploitant est tenu d'informer, au moins 24 heures avant, la mairie de St Igny de Roche de la date et des horaires prévus pour l'intervention.

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes (on entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) des vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. A cet effet, les technologies éprouvées les plus performantes sont utilisées.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de Fréquence en Hz	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

Constats :

En 2024, un seul tir réalisé un vendredi à 10h30.
En 2023, pas de tir.
En 2022, deux tirs réalisés les mercredi vers 14h00.

L'exploitant informe la mairie de Saint-Igny-de-Roche par courriel au moins 24 heures avant le tir, de la date et l'heure prévues du tir. Il informe également les riverains les plus proches de la carrière.

A chaque tir, l'exploitant et le sous traitant des tirs mettent en place des sismographes au niveau du barrage de Cadolon et au niveau de deux habitations à proximité de la carrière (maisons RAY et REVEILLER).

Les résultats des vibrations enregistrées au niveau des habitations sont inférieurs à 3 mm/s pour les derniers tirs réalisés en 2022 et 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 6.3.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Retenue de Cadolon

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter les dispositions suivantes : les plans de tir doivent être ajustés de manière à ne pas dépasser le seuil de vibration fixée à 10 mm/s.

Constats :

Les résultats des vibrations enregistrées au niveau du barrage de Cadolon sont inférieurs à 3 mm/s pour les derniers tirs réalisés en 2022 et 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Auto surveillance des vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 9.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance des vibrations

Prescription contrôlée :

Le respect des vitesses fixées au chapitre 6.3 du présent arrêté est vérifié dès les premiers tirs réalisés sur la carrière :

- au niveau de la retenue d'eau de Cadolon,
- durant la première année d'exploitation, à chaque tir,
- pour les années suivantes, à fréquence annuelle,

- au niveau des habitations les plus proches, à fréquence annuelle.

En cas de dépassement de la valeur limite préconisée, l'exploitant doit stopper tout tir de mine dans l'attente de la réalisation d'une étude spécifique.

L'exploitant doit mettre en place une procédure d'autosurveillance des tirs de mines par enregistrement des vibrations et de la surpression.

Les enregistrements, les commentaires, le positionnement et les plans de tirs sont conservés dans un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Constats :

Les mesures de vibrations au niveau du barrage de Cadolon et des habitations les plus exposées sont réalisées systématiquement à chaque tir de mine.

La surpression est également mesurée à chaque tir.

Non-conformité : l'exploitant n'a pas rédigé de procédure d'autosurveillance des tirs de mines permettant de synthétiser et de regrouper l'ensemble des actions réalisées par chaque intervenant (localisation des points de surveillance, mesures effectuées: vibrations et/ou surpressions*, valeurs limites réglementaires, interprétation et archivage des résultats).

**extrait de la circulaire n°96-52 du 2 juin 1996 relative à l'application de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994: "Par ailleurs, afin d'éviter la gêne due aux tirs des mines, il peut être nécessaire, dans certains cas, d'imposer une valeur limite. En l'état actuel des connaissances, il apparaît que le niveau de pression acoustique de crête peut être limité à 125 décibels linéaires."*

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Rédiger une procédure d'autosurveillance à tenir à disposition de l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Auto surveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/07/2008, article 9.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux sonores

Prescription contrôlée :

Une mesure des niveaux sonores sera effectuée sous un délai de 6 mois après la signature du présent arrêté puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié. La mesure doit être effectuée selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Constats :

La dernière campagne de mesures date de 2016.

<u>Non-conformité</u> : absence de mesures trisannuelles des niveaux sonores depuis 2016.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre à l'inspection le rapport de la prochaine campagne de mesures prévue en juin 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois